
La mafia infiltre l'Etat

Pascal De Gendt

Guerre des nerfs entre armée et islamistes, assaut contre le PKK, tension à Chypre, demande d'adhésion à l'Union Européenne et en juillet, constitution d'un nouveau gouvernement: depuis quelques mois, la Turquie est bien présente sous les feux de l'actualité. Pourtant un autre phénomène n'a curieusement pas beaucoup été évoqué par la presse internationale alors que ses implications sont évidentes. Ce qui se savait sans se dire clairement a éclaté au grand jour à la faveur d'un accident routier: des composantes de l'Etat turc font partie intégrante d'une mafia développant un vaste trafic de narcotiques.

Le 17 mai 1997, Dogu Perinçek, président du Parti des Travailleurs (IP) déclarait, lors d'une conférence de presse, être en possession d'éléments prouvant l'appartenance de Tansu Ciller, ex-ministre des Affaires étrangères et ex-Premier ministre, à la CIA. On lui aurait même accordé la citoyenneté américaine. En d'autres temps, de telles révélations auraient sans doute eu plus de retentissements. Mais le citoyen turc ne regarde plus l'Etat du même œil, depuis qu'il y a plus de six ans un scandale a éclaté et qu'une commission parlementaire d'enquête a dû être organisée. A la clé: la découverte d'inquiétants liens entre des pans entiers des organes de sécurité et la mafia des narcotiques.

Depuis le 3 novembre 1997, la Turquie est sous le choc d'un scandale démontrant les liens étroits que l'appareil de sécurité de l'Etat entretenait avec la criminalité organisée. Ce soir-là, une Mercedes blindée entre en collision avec un camion sur la route de Susurluk à plus de 100 kilomètres au sud d'Istanbul. Si cet accident de circulation n'avait fait comme victimes que des "messieurs tout le monde", il serait simplement entré dans la catégorie des faits divers tragiques. Seulement voilà, les trois morts et le blessé ne sont pas n'importe qui. Il s'agit de Sedat Bukac, député du Parti de la Juste Voie (DYP) de l'ex-Premier ministre Tansu

Automne 1997

Ciller, membre de la coalition au pouvoir jusqu'en juillet dernier. Il s'en tire avec une fracture du crâne et une jambe cassée. Ses compagnons de route, moins chanceux, sont: Hüssein Kocadag, ex-chef adjoint de la police d'Istanbul et directeur de l'école de police d'Istanbul; Abdullah Catli, criminel mafieux, recherché depuis 18 ans par la police pour meurtres et par Interpol pour trafic de drogue, ainsi que la petite amie de ce dernier, Gonca Uz, ancienne reine de beauté, connue pour ses relations avec le milieu criminel.

“L’organisation spéciale”

L'inventaire des objets trouvés dans la Mercedes sinistrée est encore plus éloquent: cinq pistolets de différents types et calibres, deux mitrailleuses MP-5 et leurs silencieux, des appareils d'écoute ainsi que des passeports et plusieurs papiers d'identité. Parmi ceux-ci, une carte d'identité au nom de Mehmet Özbay et un passeport vert, normalement réservé aux responsables officiels de l'Etat, étaient en possession d'Abdullah Catli. Cet homme, que l'on disait recherché par la police, est, en fait, un criminel d'envergure internationale dont la vie pourrait servir de trame à tout un roman d'espionnage. Ancien vice-président des “Jeunesses de l'idéal” plus connues sous le nom de “Loups gris” (l'organisation des jeunes du MHP, parti d'extrême-droite de feu le colonel Turkes), il est supposé avoir été employé par les services de renseignements turcs (MIT) pour de basses besognes. Il est considéré comme un des organisateurs de “l'Organisation spéciale”, montée par Tansu Ciller pour mener une lutte anti-terroriste dans le sud-est du pays, c'est-à-dire pour combattre les séparatistes kurdes du PKK.

Le lendemain de l'accident, l'ex-ministre des Affaires étrangères, Tansu Ciller, a reconnu ses relations avec le mafieux Catli, allant même jusqu'à le traiter de “héros”. Mehmet Agar, membre du même parti et à ce moment-là encore ministre de l'Intérieur, parla également des services rendus à la sécurité du pays par Catli. Le ministre sera d'ailleurs la première victime de marque du scandale. Il a tout d'abord tenté de minimiser l'importance de l'accident en multipliant les déclarations inexactes mais lorsque l'enquête a révélé que Catli était en possession d'un port d'arme signé de la main de l'ex-ministre, il devra démissionner. Une telle attitude de Mehmet Agar ne pouvait que susciter les questions: que cherchait-il à dissimuler?

Les réponses possibles viendront de l'opposition parlementaire. Tout d'abord, Dogu Perincek, leader du Parti des Travailleurs (IP), affirme devant la presse que l'ex-ministre de l'Intérieur et Tansu Ciller sont à la tête d'une organisation de plusieurs centaines de membres provenant des forces de sécurité, des services de renseignements (MIT) et de la mafia. Il rappelle également qu'il a déjà envoyé plusieurs rapports à ce sujet au Président de la République mais qu'ils n'ont jamais été pris en

considération alors qu'il y mentionnait le rôle clé joué par Abdullah Catli. Peu après, le président du Parti de la Mère Patrie (ANAP) abondera dans le même sens. Il affirmera que "*plusieurs ministres, membres des forces de sécurité et députés*", sont impliqués dans le scandale des liaisons entre Etat et mafia. Il déclare notamment qu'un organisme spécial avait été créé avant 1983 "*afin de combattre le terrorisme et maintenir l'intégrité du pays*" et que depuis deux ans, il était utilisé non plus pour "*l'intérêt de l'Etat mais à des fins politiques avec de l'argent provenant d'activités illicites*". Des informations et des documents "effrayants" lui auraient été transmis par les services de renseignements turcs, irrités par cette situation.

La presse turque s'est également emparée du scandale, le quatrième depuis 1994. Elle a révélé au grand jour la relation Etat-mafia. Mais le dernier incident, d'une plus grande envergure que les autres, démontre que, sous couvert de "lutte anti-terroriste", la bien nommée "Organisation spéciale" se serait surtout beaucoup occupée de trafics d'armes et de drogue. Les quotidiens dénoncent des "*complicités allant de la CIA aux Loups Gris, en passant par le PKK et des politiciens au plus haut niveau de l'Etat*". Sous le choc, les journalistes expliquent que les membres de "l'Organisation Spéciale", composée en partie d'ex-Loups Gris, utilisent le prétexte de la lutte anti-terroriste pour voyager sous couvert du Directeurat général de la Sécurité (la police turque) en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Hongrie, en Azerbaïdjan et se livrer impunément au trafic de drogue.

Les spécialistes, par contre, n'ont pas été étonnés par ces révélations. Les frontières turques sont depuis longtemps reconnues comme lieu de passage principal de l'héroïne provenant d'Iran, d'Irak, de Syrie, du Pakistan ou d'Afghanistan. Ces mêmes frontières font partie du Kurdistan, région où l'armée en lutte contre les indépendantistes est fortement présente. Cette région montagneuse est loin d'être la plus prospère du pays et le trafic de drogue est, pour sa population, un moyen commode de s'enrichir. L'appareil de sécurité de l'Etat, qui a besoin de la collaboration de ces hommes, a fermé les yeux sur ces agissements et, apparemment, certains dirigeants n'ont pas mis longtemps à évaluer les profits qu'ils pouvaient tirer de l'organisation d'un trafic à dimension internationale. Ce constat a été renforcé le 21 janvier dernier par la Cour d'Etat de Francfort, qui, lors d'un procès de trafiquants de drogue, a reconnu que le trafic d'héroïne entre la Turquie et l'Europe occidentale était en grande partie l'œuvre de deux familles d'Istanbul, couvertes par Tansu Ciller. Le jugement déclencha une mini-tempête diplomatique durant laquelle le ministère de l'Intérieur britannique (le Home Officer, Mr Sackville) et la Grèce firent également part de leurs suspicions quant aux protections dont jouiraient les narco-trafiquants turcs.

En Turquie même, une commission d'enquête parlementaire a donc été mise sur pied, dès le mois de décembre, et les dirigeants des principales forces de sécurité de l'Etat ont été invités à venir y témoigner dès les premiers jours de 1997. Toutefois, pour le moment, malgré la

pression populaire, seuls de petits fusibles ont sauté et, jeu politique oblige, la coalition au pouvoir jusqu'en juillet dernier, a protégé la femme la plus célèbre de Turquie, Tansu Ciller, repoussant toutes les tentatives de la faire comparaître devant la commission d'enquête. Maintenant que le parti de celle-ci connaît une crise à la suite de son rejet dans l'opposition, le vent va-t-il tourner pour les “gros trafiquants”? Rien n'est moins sûr.

Pascal de Gendt est journaliste en Belgique.